

João Bernardo

Marxisme et nationalisme (2) : Les communistes russes et la question nationale

Les révolutions qui eurent lieu en Russie en 1917 étaient l'expression d'un mouvement qui traversa la majeure partie de l'Europe, mais cette lutte de classe supranationale fut détournée vers la construction d'un État national révolutionnaire.

Les disciples de Marx et Engels étaient confrontés à un double problème. D'une part, ils avaient reçu un héritage idéologique grevé par l'énorme contradiction entre une analyse théorique conçue en termes de classe et une stratégie politique menée en termes de blocs nationaux¹. D'autre part, ils constataient que la question des nationalités devenait de plus en plus urgente, parce que les peuples colonisés et semi-colonisés commençaient à revendiquer leur émancipation, même s'ils ne remplissaient pas les conditions de viabilité économique et de tradition étatique que Marx et Engels avaient postulées à leur égard.

Ainsi, et contrairement à ce que prétendirent diverses orthodoxies ultérieures, ceux qui, au sein de la Deuxième Internationale, s'inscrivaient dans la véritable tradition de Marx et d'Engels défendaient une sorte d'impérialisme éclairé, paternaliste et bienveillant qui aiderait progressivement les peuples colonisés à évoluer vers un niveau considéré comme supérieur². Le problème apparut lorsque ces peuples refusèrent d'attendre. La notion d'impérialisme socialiste fut contestée plus vigoureusement par l'irruption des peuples colonisés que par la critique théorique issue de l'aile gauche du marxisme, mais une question majeure resta en suspens. L'émancipation des colonies résulterait-elle d'une lutte menée exclusivement par le prolétariat et la paysannerie pauvre, dans le cadre d'une démarche internationaliste qui dépasserait les revendications spécifiquement nationales et leur laisserait une place secondaire? Ou bien faudrait-il d'abord acquérir l'indépendance politique et construire un État national, au sein duquel le prolétariat autochtone se développerait et se renforcerait ?

La question avait commencé à être débattue du vivant des fondateurs du marxisme, lorsque leur démarche rencontra l'opposition de certains socialistes polonais, pour qui l'oppression

¹ Cf. «Marxisme et nationalisme (1). L'antislavisme d'Engels et Marx», <http://nfnf.eu/spip.php?article917> (NdT).

² Cf. cette lettre d'Engels à Kautsky, le 12 septembre 1882 qui n'envisage pas que la majorité des peuples du tiers monde (qu'il appelle «semi-civilisés») puissent obtenir leur indépendance **avant** que le prolétariat européen ait fait la révolution socialiste: «*A mon avis, les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays peuplés d'éléments de souche européenne, le Canada, la Cap, l'Australie, deviendront tous indépendants ; par contre, les pays sous simple domination et peuplés d'indigènes, Inde, Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être pris en charge provisoirement par le prolétariat et conduits à l'indépendance, aussi rapidement que possible. [...] Une fois que l'Europe et l'Amérique du Nord seront réorganisées, elles constitueront une force si colossale et un exemple tel que les peuples à demi civilisés viendront d'eux-mêmes dans leur sillage : les besoins économiques y pourvoiront déjà à eux seuls*», marxists.org (NdT).

nationale ne pouvait être surmontée que par une révolution prolétarienne internationale. Fondé en 1882, le premier parti socialiste polonais, le «Parti socialiste révolutionnaire le Proletariat³», s'inspirait du marxisme pour donner la priorité aux conflits sociaux; rejetant le patriotisme et la lutte pour l'indépendance, il proclamait le caractère international de la lutte des classes. Face à ce défi, Engels maintint ses positions habituelles; il accorda la priorité à la question nationale et, dans une lettre adressée à Karl Kautsky en février 1882, il écrivit que les socialistes polonais devaient «mettre la libération de leur pays en première ligne de leur programme» et que «l'indépendance est la base de toute action internationale commune⁴». Tout en diffamant les socialistes internationalistes polonais, qui devaient quelque temps plus tard trouver en Rosa Luxemburg leur meilleur interprète, Engels cautionnait la tendance nationaliste du socialisme qui, dix ans plus tard, sera dirigée par Piłsudski et fut à l'origine de l'extrême droite polonaise.

Henk Sneevliet

Les thèses de Rosa Luxemburg à cet égard⁵ sont accessibles à tous ceux qui veulent les lire, puisque c'est à partir des années 1960 que cette remarquable marxiste commença à sortir de l'oubli où le communisme d'inspiration soviétique l'avait reléguée. On connaît beaucoup moins Henk Sneevliet⁶, un marxiste néerlandais qui, en plus de ses activités au sein du parti, militait également dans le syndicat des cheminots. Entré en conflit avec la faction modérée, qui contrôlait le parti et la majorité des syndicats, Sneevliet partit en 1913 pour les Indes orientales, aujourd'hui l'Indonésie, qui était alors une colonie néerlandaise, où il participa à la fondation de l'Association sociale-démocrate des Indes – les partis marxistes s'appelaient alors sociaux-démocrates – dont les membres étaient à la fois néerlandais et indonésiens. L'Association prônait une stricte orientation de classe, puisqu'elle combattait à la fois le colonialisme et les élites autochtones. Entre-temps, Sneevliet commença à militer dans le syndicat des chemins de fer, le seul aux Indes orientales qui réunissait Hollandais et indigènes; il réussit à lui faire adopter une orientation radicale, au point qu'il deviendra plus tard l'embryon du mouvement communiste dans cette colonie.

Je ne peux évoquer ici la carrière ultérieure de Sneevliet, ses conflits avec la majorité de la direction du Parti communiste néerlandais; sa participation à la lutte anticoloniale au sein de la Troisième Internationale; son opposition à la politique menée par l'Union soviétique, la fondation du RSP, Parti révolutionnaire socialiste, en 1927; son désaccord avec le sectarisme de Trotsky; sa lutte clandestine contre l'occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à son arrestation et son exécution en 1942.

Cependant, je veux souligner que, pour Sneevliet et les autres marxistes qui défendaient la même orientation, la lutte contre le colonialisme était inséparable de la lutte contre les classes dirigeantes autochtones. L'émancipation des peuples n'était pas considérée comme un objectif spécifique ni comme une étape préalable d'un processus, et la lutte de classe des exploités n'était pas détournée vers la construction d'États nationaux. Cette stratégie atteignit son apogée

³ Cf. le *Bulletin officiel du Parti socialiste polonais* n° 6, janvier 1896, documents BDIC en ligne (NdT).

⁴ La lettre d'Engels à Kautsky de février 1882 sur la question polonaise figure dans Paul W. Blackstock et Bert F. Hoselitz (dir.) *The Russian Menace to Europe, by Karl Marx and Friedrich Engels*, Free Press, 1952, p. 117.

⁵ Cf. Rosa Luxemburg, *La question nationale et l'autonomie*, Le Temps des cerises, 2001. Disponible également en ligne (NdT).

⁶ Cf. sa biographie: *Henk Sneevliet* par Fritjof Tichelman, La Brèche, 1988 ainsi que les notes biographiques ou articles disponibles sur le Net, notamment sur les sites maitron.fr, bataillesocialiste.wordpress.com et lcr-lagauche.org (NdT).

pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans les conditions difficiles de la clandestinité, dans un Pays-Bas occupé par les troupes nazies, Sneevliet orienta son parti vers le rejet de toutes les bourgeoisies et de toutes les bureaucraties, quel que soit le camp qu'elles avaient choisi dans le conflit, et leur opposa un «troisième front», celui de la classe ouvrière internationale.

De la guerre à la révolution

Mais revenons à l'époque qui m'intéresse ici. Ceux qui, au sein de la Deuxième Internationale, défendaient une orientation internationaliste accueillirent avec enthousiasme les insurrections militaires, puis les grèves ouvrières et les soulèvements paysans qui, entre 1916 et 1918, des tranchées de France aux steppes russes, en passant par l'Allemagne, l'Italie, la Bulgarie et l'Empire austro-hongrois, s'opposèrent au carnage de la Première Guerre mondiale. Les révolutions qui eurent lieu en Russie en 1917 furent l'expression victorieuse d'un mouvement beaucoup plus large qui traversa la majeure partie de l'Europe. On aurait pu s'attendre, alors, à ce que le récent régime soviétique poursuive la stratégie de la désintégration interne des nations et des nationalismes en internationalisant la lutte de la classe ouvrière et des paysans misérables dans les espaces coloniaux, mais ce ne fut pas le choix opéré. Au contraire, la lutte de classe supranationale, avec laquelle les soldats et les ouvriers s'opposaient à la guerre, fut détournée vers la construction d'un État national révolutionnaire.

La date décisive dans ce processus fut le traité de paix que le gouvernement soviétique signa en mars 1918 à Brest-Litovsk avec les puissances centrales, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. En renforçant la position des puissances centrales et en leur cédant l'Ukraine, le traité de Brest-Litovsk impliquait que le jeune pouvoir soviétique allait donner la priorité à la construction de l'État sur l'internationalisation de l'insurrection. Au début des pourparlers de Brest-Litovsk, Trotsky avait distribué des tracts aux soldats des puissances centrales qui formaient la garde d'honneur, tracts destinés à les inciter à la révolution. Cependant, au cinquième congrès des soviets, qui se réunit en juillet 1918, il présenta et fit adopter un décret⁷ scélérat: ce texte condamnait à la prison quiconque organiserait des actions d'agitation contre les autorités allemandes et austro-hongroises occupant l'Ukraine, et il menaçait également de fusiller ceux qui participeraient à des opérations de guérilla contre les armées des puissances centrales. Dans la mesure où le traité de Brest-Litovsk soulageait la pression militaire sur les puissances centrales, il entrava les mouvements insurrectionnels des soldats allemands et austro-hongrois et les mouvements de grève dans les deux pays. Les conséquences de ce traité au sein de l'État soviétique ne furent pas moins graves que ses effets extérieurs. L'aile gauche du parti communiste bolchevik s'était vigoureusement opposée au cours que prenaient les pourparlers de paix (elle fut d'ailleurs battue d'ailleurs par une marge très étroite), et le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, qui formait un gouvernement avec les communistes, avait également combattu cette politique. Avec la signature du traité, les socialistes-révolutionnaires de gauche abandonnèrent le gouvernement et se mirent à lutter contre Lénine et ses partisans, allant jusqu'à recourir au terrorisme. Les mesures répressives alors prises par la direction du Parti communiste bolchevik marquèrent l'instauration d'un régime de parti unique et de la dictature du parti, avec les résultats que l'on sait.

⁷ Cf. Isaac Deutscher, *Trotsky. I : Le prophète armé (1879-1921)*, Julliard et Union Générale d'Éditions (10/18), 1972, vol. II, pp. 244-245 et Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche (internationalistes), *La Russie socialiste (Événements de juillet 1918)*, Reggiani, 1918 (reproduction en fac-similé dans *Les socialistes-révolutionnaires de gauche dans la révolution russe. Une lutte méconnue*, Spartacus, 1983, pp. 59-60.

Le rôle de Trotsky dans la délégation soviétique à Brest-Litovsk

Dès lors, le parti communiste soviétique fit systématiquement passer les intérêts de son État avant les intérêts révolutionnaires des travailleurs des autres pays. Une brochure publiée en 1918 par les bolcheviks pour défendre le traité de Brest-Litovsk affirmait qu'«*en soutenant le pouvoir soviétique, nous soutenons de la meilleure et de la plus efficace des manières le prolétariat de tous les pays*» et qu'«*aucun échec pire pour la cause du socialisme ne pourrait maintenant se produire que l'effondrement du pouvoir soviétique en Russie*»⁸. Et il en tirait la conclusion logique. «*Nous sommes des “défensistes”*». Depuis le 25 octobre 1917, nous avons gagné le droit de défendre la patrie [...] nous défendons la patrie contre les impérialistes [...] nous proclamons que les intérêts du socialisme, les intérêts du socialisme mondial, sont supérieurs aux intérêts nationaux, supérieurs aux intérêts de l'État. Nous sommes des “défensistes” de la patrie socialiste¹⁰». Grâce à cette manipulation perverse d'un concept, dans lequel un mot en vient à signifier l'exact opposé, l'internationalisme fut identifié au patriotisme soviétique.

Les actes du pouvoir soviétique finirent par correspondre au discours tenu dans cette brochure.

Lorsque les bolcheviks décidèrent de publier les traités secrets du tsar, Trotsky avait écrit : «*La suppression de la diplomatie secrète est la condition préalable pour une politique étrangère honnête, populaire et authentiquement démocratique*»¹¹. Mais quelques mois plus tard, face à l'intervention militaire du Royaume Uni et de la France dans la guerre civile russe, les dirigeants bolcheviks recoururent précisément à la diplomatie secrète. Le 1^{er} août 1918, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Tchitcherine, proposa à l'ambassadeur d'Allemagne que les troupes allemandes, soutenues par l'armée finlandaise pénètrent en territoire russe pour aider les Soviétiques à combattre les Britanniques. (Rappelons que, deux mois et demi plus tôt, cette même armée finlandaise avait écrasé les communistes de son pays au cours d'une sanglante guerre civile.) La proposition eut des conséquences pratiques. La version publique de l'un des accords signés avec le gouvernement allemand le 27 août 1918¹² annonça que le gouvernement soviétique renonçait à ses droits souverains sur l'Estonie et la Lettonie et reconnaissait l'indépendance de la Géorgie, alors protectorat allemand. Mais un échange secret de notes diplomatiques établit que la Russie soviétique s'engageait à «*employer tous les moyens à sa disposition pour expulser les forces de l'Entente*», en pratique les troupes françaises et britanniques, «*des territoires septentrionaux de la Russie, conformément à son statut de neutralité*» ; si elle n'y parvenait pas, l'Allemagne «*sera contrainte d'entreprendre cette action, si nécessaire avec l'aide des troupes finlandaises*», et la Russie «*ne considérera pas cette intervention comme un acte hostile*». Une révolution commencée dans une perspective internationaliste avait atteint le summum de la dégénérescence nationaliste. En présentant les

⁸ Cf. Edward Hallett Carr, *A History of Soviet Russia. The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, Penguin, 1966, vol. III, p. 67. (E.H. Carr, *La révolution bolchevique. 3. La Russie soviétique et le monde*, Éditions de Minuit, 1974.)

⁹ Le «défensisme» était une expression péjorative employée par l'extrême gauche de la Seconde Internationale pour désigner la politique suivie par la majorité des partis socialistes en 1914. Ceux-ci choisirent de voter les crédits de guerre et de soutenir leur propre bourgeoisie durant la première guerre mondiale. Face aux «défensistes» on trouvait les partisans du «défaitisme révolutionnaire» dont Lénine, Liebknecht, Luxemburg et même... Trotsky (NdT).

¹⁰ Cf. Edward Hallett Carr, *A History of Soviet Russia. The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, Penguin, 1966, vol. III, p. 67. (E.H. Carr, *La révolution bolchevique. 3. La Russie soviétique et le monde*, Éditions de Minuit, 1974.)

¹¹ Cf. Deutscher, vol. II, *op. cit.*, p. 163

¹² Cf. E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, p. 94 et 95.

accords publics du 27 août pour ratification au Comité exécutif central panrusse des Soviets, Tchitcherine mentionna la «*coexistence pacifique*» des deux États, anticipant une terminologie qui sera largement utilisée plus tard. Mais comme les Allemands étaient dans une situation militaire catastrophique, ils ne purent s'engager dans de nouvelles aventures et ne profitèrent pas des bonnes dispositions du gouvernement soviétique.

A cette époque, la politique étrangère soviétique prit une tournure nationaliste sous l'impulsion de Trotsky, aux côtés de Lénine. Dans un livre publié en 1920 et qui visait à répondre à l'un des plus éminents théoriciens de la social-démocratie allemande, Trotsky écrivait dans *Terrorisme et communisme* : « *C'est en automne 1918, après la débâcle des armées allemandes, que nous avons traversé le moment le plus critique de notre situation internationale. Au lieu de deux camps puissants, qui se neutralisaient plus ou moins l'un l'autre, nous avons devant nous l'Entente victorieuse, au sommet de sa puissance mondiale, et l'Allemagne écrasée*¹³ [...] ». Les dirigeants bolcheviks, qui avaient auparavant invoqué le retard de la révolution allemande pour justifier la capitulation à Brest-Litovsk, se lamentèrent ensuite sur le fait que la révolution allemande d'octobre et novembre 1918 avait mis en péril la sécurité de l'État soviétique en détruisant l'équilibre des forces. Ils avaient remplacé la politique étrangère fondée sur l'expansion des processus insurrectionnels par la vieille diplomatie des manœuvres entre blocs impérialistes rivaux.

Durant les premiers mois de 1920, alors que la guerre civile semblait définitivement terminée, le gouvernement soviétique répéta sur tous les tons son désir de coexistence pacifique avec les États capitalistes. Cette orientation n'était pas dictée par une quelconque apathie du mouvement ouvrier dans les autres pays, puisque les actions menées par les ouvriers européens en faveur du régime bolchevique étaient alors de plus en plus nombreuses et efficaces. La politique étrangère de Moscou avait non seulement cessé de dépendre du processus révolutionnaire international, mais pouvait même franchement s'y opposer, et la ligne adoptée à l'Ouest fut reproduite à l'Est. Le 4 juin 1920, Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre, envoya la note secrète suivante à Tchitcherine, avec des copies à Lénine, Kamenev, Krestinsky et Boukharine : « *Toutes les informations sur la situation à Khiva, en Perse, à Boukhara et en Afghanistan confirment le fait qu'une révolution soviétique dans ces pays nous causerait actuellement les plus grandes difficultés [...] jusqu'à ce que la situation à l'ouest soit stabilisée et que nos industries et nos transports connaissent une amélioration, une expansion soviétique à l'est pourrait s'avérer non moins dangereuse qu'une guerre à l'ouest [...] une révolution soviétique potentielle à l'est est à notre avantage aujourd'hui principalement comme un élément important dans les relations diplomatiques avec l'Angleterre. Il s'ensuit que : 1) à l'est, nous devons nous consacrer au travail politique et éducatif [...] et en même temps recommander toute la prudence possible quant aux actions calculées pour exiger notre soutien militaire, ou susceptibles de l'exiger ; 2) nous devons continuer par tous les moyens à insister, par toutes les voies possibles, sur notre volonté de parvenir à un accord avec l'Angleterre en ce qui concerne l'Orient*¹⁴. »

Des conceptions de ce type étaient courantes parmi les conseillers soviétiques en matière de politique étrangère. L'anarchiste nord-américain Alexander Berkman, qui, avec d'autres révolutionnaires, avait été déporté en Union soviétique, nota dans son journal, le 24 février 1920, une conversation avec Karakhan au cours de laquelle le commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères lui avait dit à l'époque qu'en Inde «*le mouvement était révolutionnaire,*

¹³ Trotsky affirma que la révolution allemande avait mis en danger l'État soviétique dans *Terrorisme et Communisme (L'Anti-Kautsky)*, UGE (10/18), 1963, p. 191. [N'ayant pas cette version, je n'ai pas pu retrouver la citation exacte, *NdT.*]

¹⁴ Cf. Jan M. Meijer (dir.) *The Trotsky Papers, 1917-1922*, Mouton, 1964-1971, vol. II, p. 209.

quoique de caractère nationaliste, à son avis, et pouvait être exploité pour tenir l'Angleterre en échec¹⁵». Nous voyons ici, en quelques mots, comment l'État soviétique eut intérêt à ce que la lutte de classe dans les territoires colonisés se convertisse en une lutte nationale.

Cette politique eut des effets catastrophiques pour le prolétariat des colonies et des pays semi-colonisés. Je me limiterai à ce qui se passa en Perse et en Turquie.

Le gouvernement bolchevique avait initialement soutenu le mouvement communiste perse embryonnaire. Au printemps 1920, il apporta une aide militaire au nationaliste révolutionnaire Koutchek Khan et l'aida à créer une république soviétique indépendante dans la province septentrionale de Guilan, où il jouissait d'une grande popularité. A l'automne de cette année-là, cependant, les relations de Moscou avec Téhéran s'améliorèrent considérablement et, tout en continuant à soutenir la république de Guilan, la direction bolchevique décida de limiter les activités du petit Parti communiste iranien¹⁶ ; par conséquent, elle lui donna pour instruction de déclarer que la révolution dans ce pays ne deviendrait possible qu'après que la phase bourgeoise des transformations socio-économiques aurait été menée à son terme.

Il faut se rappeler que cette question avait précisément divisé les bolcheviks et les mencheviks. Jusqu'en 1917, ces deux courants du marxisme russe s'accordaient à dire que le retard des forces productives du pays imposait à la révolution un caractère bourgeois. Mais alors que les mencheviks affirmaient qu'une révolution de caractère bourgeois devait être dirigée par la bourgeoisie, Lénine soutenait que, étant donné la faiblesse sociale et politique de la bourgeoisie russe, seul le prolétariat serait capable de diriger le processus révolutionnaire. Ainsi, pour les bolcheviks, la mission du prolétariat russe était de mener une révolution de caractère bourgeois. Seuls Trotsky et le petit groupe qui l'entourait avaient, avant 1917, une opinion différente: ils considéraient que, parce que le prolétariat prendrait l'initiative, la révolution bourgeoise acquerrait rapidement un caractère socialiste. Mais, quelques années plus tard, les dirigeants bolcheviques, et Trotsky avec eux, voulurent imposer aux communistes perses ces mêmes thèses mencheviques. En effet, elles impliquaient une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie de ce pays, transformant ainsi la lutte des classes en un mouvement nationaliste.

Blumkine

En février 1921, un coup d'État installa à Téhéran une dictature nationaliste et modernisatrice. Le fait que le nouveau régime fut farouchement anticomuniste et persécuta systématiquement l'extrême gauche n'empêcha pas le gouvernement soviétique de signer avec lui un traité qui reconnaissait à Moscou le droit d'intervenir militairement en Perse si la Grande-Bretagne l'envahissait avec des intentions hostiles aux Soviétiques et si le gouvernement perse était incapable par lui-même d'empêcher cette agression. Les équilibres géopolitiques avaient

¹⁵ Cf. Alexandre Berkman, *Le mythe bolchevik*, La Digitale - Calligrammes, 1987, p. 60.

¹⁶ Cette organisation devait être groupusculaire car, selon V.L. Genis, la plupart des militants du Parti communiste iranien étaient turcs et ne parlaient pas le persan ! Cf. Vladimir L. Genis, «Les bolcheviks au Guilan. La chute du gouvernement de Koutchâk Khân (juin-juillet 1920)», *Cahiers du monde russe*, N° 40/3, 1999 (journals.openedition.org.). Cet article se concentre sur les rapports conflictuels entre Koutchâk Khân et les envoyés locaux de Moscou plutôt «maximalistes» et ignorant des réalités locales, qu'elles soient religieuses ou sociales. Il évoque aussi le coup d'État victorieux et éphémère des communistes iraniens contre Koutchâk Khân. On pourra lire également cette courte biographie de Koutchâk Khân (<http://www.teheran.ir/spip.php?article1254#gsc.tab=0>) qui explique pourquoi il est encore populaire aujourd'hui. Apparemment, il ne mourut pas «pendu», mais de faim et de froid, dans les montagnes, pourchassé par les troupes de Reza Khân (qui fut couronné shah, quelques années plus tard, en 1926) (*NdT*).

fini par l'emporter sur les processus révolutionnaires, ce qui conduisit les dirigeants soviétiques à suspendre le soutien apporté aux communistes persans et aux nationalistes radicaux de la république de Guilan. En outre, les troupes britanniques ayant quitté la Perse en mai 1921, les Soviétiques, conformément au traité qu'ils venaient de signer, étaient tenus de retirer les forces militaires qui protégeaient Guilan. Au cours de l'été de cette année-là, Koutchek tenta de marcher sur Téhéran, parce qu'il comptait toujours sur l'aide de quelques personnalités soviétiques, mais l'expédition fut un fiasco et, en septembre, Moscou interrompit son soutien politique et rappela ses troupes. Le mois suivant, le régime de Téhéran, avec l'approbation soviétique, occupa militairement Guilan et pendit Koutchek.

Des années plus tard, Victor Serge, qui avait été un ami de Blumkine, révolutionnaire dont la courte vie fut remplie d'aventures et d'exploits extraordinaires, se souvint de ce qu'il lui avait raconté sur ces événements. «*Mon histoire persane ? Nous étions là-bas quelques centaines de Russes haillonneux [...] Nous reçûmes un jour du Comité central un télégramme: "Arrêtez les frais, plus de révolution en Iran." [...] Sans cela, nous serions arrivés à Téhéran*¹⁷.»

«*Sans cela*», mais derrière ce télégramme se cachait une longue histoire.

L'orientation de la lutte de classe vers des objectifs étroitement nationalistes inspira également la politique soviétique envers la Turquie. Après avoir habilement exploité un mouvement paysan qui, en 1919 et 1920, avait abouti à la formation d'une véritable armée et à la création de nombreux soviets locaux, Mustafa Kemal réussit, à la fin de 1920 et au début de 1921, à désarticuler ce mouvement, à liquider ou à disperser ses principaux dirigeants, et à assimiler ce qui restait de ses bases sociales de soutien. Peu après, il déclencha la répression contre les organisations communistes qui, bien que petites, étaient vigoureuses ; et, en janvier 1921, il envoya des agents sur le territoire soviétique pour assassiner l'un des militants turcs les plus connus, Mustafa Suphi, ainsi que seize de ses camarades. Rien de tout cela ne refroidit la sympathie que les dirigeants bolcheviques nourrissaient pour Mustafa Kemal et son régime. En effet, le préambule du traité soviéto-turc signé en mars 1921 souligna la solidarité des deux pays «*dans la lutte contre l'impérialisme*» et l'un des articles de ce document proclama l'existence d'une «*affinité mutuelle entre le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient et la lutte des ouvriers de Russie pour un nouvel ordre social*¹⁸». Dans le cas du régime de Mustafa Kemal, l'anti-impérialisme se réduisait à une politique antibritannique, puisque Mustafa Kemal n'était pas moins impérialiste envers les petites nationalités périphériques et les autres peuples soumis à la domination turque. Mais la convergence des intérêts géopolitiques suffisait pour que Moscou ferme les yeux sur le sous-impérialisme turc et sur le meurtre et l'emprisonnement des communistes.

Quelques mois après la signature du traité, le gouvernement turc informa Moscou qu'il avait décidé de libérer les communistes emprisonnés et de traduire en justice les responsables du meurtre de Suphi. Les Soviétiques soutinrent militairement la Turquie à un stade avancé de la guerre contre la Grèce en 1921 et 1922, et grâce à cela, ainsi qu'à l'aide apportée par la diplomatie soviétique à l'occasion de la conférence de Gênes, le Parti communiste turc put bénéficier de huit mois d'activité légale, après plus d'un an de persécution intense. Mais, en octobre 1922, après avoir vaincu les Grecs, Mustafa Kemal avait désormais intérêt à se rapprocher de la Grande-Bretagne et il n'avait plus besoin de l'aide de Moscou. Il reprit donc sa chasse aux communistes. En novembre de la même année, lors d'une des sessions du quatrième congrès de la Troisième Internationale, le chef de la délégation turque regretta que son parti fut toujours victime de la répression, bien qu'il ait obéi aux recommandations du deuxième congrès et soutenu le gouvernement de Mustafa Kemal. Les dirigeants de

¹⁷ Victor Serge, *Mémoires d'un Révolutionnaire et autres écrits politiques (1908-1947)*, Robert Laffont, 2001, p. 711.

¹⁸ E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, p. 303.

l'Internationale communiste restèrent inflexibles et Karl Radek, personnalité la plus influente dans les coulisses de cette organisation, rappela aux camarades turcs les instructions qu'ils avaient reçues. «*Dès que vous vous serez organisés en tant que parti autonome, votre première tâche sera de soutenir le mouvement pour la liberté nationale en Turquie*¹⁹.» Au même congrès, Boukharine posa la question en termes de principe général, déclarant que l'Union soviétique pouvait «*établir des alliances militaires avec un pays bourgeois afin d'affronter un autre pays bourgeois*²⁰».

Que se passa-t-il, cependant, lorsque les chefs du «*mouvement pour la liberté nationale*» décidèrent de se passer brutalement du soutien des communistes locaux ? Sans s'embarrasser de ces détails, le congrès érigea la Turquie en «*bastion avancé de l'Orient révolutionnaire*». Et, durant le douzième congrès du Parti communiste russe, en avril 1923, Boukharine considéra que la Turquie, «*malgré les persécutions dont sont victimes les communistes, joue un rôle révolutionnaire du fait qu'elle est un instrument destructeur par rapport au système impérialiste considéré dans son ensemble*²¹».

Selon cette admirable dialectique, un régime pouvait être qualifié de «révolutionnaire» sur la base de considérations strictement géopolitiques, lorsque son orientation extérieure était favorable à l'État soviétique dans la confrontation avec d'autres puissances, sans que l'on accorde la moindre importance au caractère contre-révolutionnaire de ce régime sur le plan social interne, le seul où de telles questions devaient être analysées.

La confrontation entre l'orientation nationaliste et l'orientation de classe traversa les rangs des partis communistes. On assista ainsi à l'apparition de deux courants : une aile gauche, qui prôna la lutte non seulement contre les grandes puissances impérialistes mais aussi contre les classes dirigeantes locales; et une aile soutenue par la Troisième Internationale, qui donnait la priorité à la lutte contre l'impérialisme étranger et soutenait à cette fin la bourgeoisie nationale et la technocratie modernisatrice. Alors que l'évolution de la base sociale des partis communistes, aggravée par la répression locale et l'ingérence de Moscou, contribuait à la marginalisation puis à l'expulsion des tendances de gauche, ces partis devinrent des chambres d'écho du nationalisme au sein de la classe ouvrière. La lutte des classes fut remplacée par la géopolitique.

João Bernardo, *Passa Palavra*, <https://passapalavra.info/2009/06/4843/>

Cet article fait partie d'une série de 4 textes disponibles sur ce site

1. «L'antislavisme d'Engels et de Marx»
2. «Les communistes russes et la question nationale»
3. «Le Parti communiste allemand et l'extrême droite nationaliste»
4. «Communisme et tiers-mondisme»

¹⁹ E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, p. 476.

²⁰ Stephen F. Cohen, *Bukharin. Uma biografia política, 1888-1938*, Paz e Terra, 1990, p. 174. (Stephen F. Cohen, *Nicolas Boukharine. La vie d'un bolchevik* François Maspero, collection «Bibliothèque socialiste», 1973.)

²¹ E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, pp. 478 et 479.

ANNEXE: Réponse de l'auteur à plusieurs questions d'internautes à propos de Trotsky

J'ai écrit un livre, auquel j'ai donné le titre *Contra Trotsky*, si je ne me trompe pas en 1972. Le manuscrit était complet et prêt, mais je ne l'ai pas publié et n'ai pas l'intention de le faire. Les principales conclusions de ce livre, et même une partie de la documentation sur laquelle je me suis appuyé, se trouvent dans la seconde édition de *Labirintos do Fascismo* (pages 615-667), disponible sur le Net.

(...) Trotsky était un théoricien très intéressant, qui avait une pensée agile et créative, mais, précisément à cause de cela, il a beaucoup évolué, ses opinions se sont transformées et, à certains égards, elles étaient franchement contradictoires. Cependant, en tant que dirigeant politique, il a essayé de présenter sa pensée comme étant faite d'un seul bloc, ce qui l'a conduit à des contorsions et à des acrobaties, en présentant ce qui était dit pour ce qui n'était pas dit et en essayant de masquer certaines positions qu'il avait prises auparavant. Pire encore, il a tenté de nous faire oublier certains de ses ouvrages, notamment le *Rapport de la délégation sibérienne* et *Nos tâches politiques*²². [...] Mais si Trotsky a ressenti le besoin de cacher certaines de ses œuvres ou de dénaturer le contenu d'autres de ses textes, la question est encore plus évidente pour ses disciples. Si les lecteurs de *Passa Palavra* lisent les deux ouvrages que j'ai mentionnés, ils comprendront pourquoi. Ou s'ils lisent *Terrorisme et Communisme*. Ou s'ils connaissent la défense systématique du travail forcé comme moyen de parvenir au communisme. [...] Cependant, l'agilité intellectuelle et la créativité de Trotsky l'empêchaient de se cantonner à des positions absolues. Dans *Labirintos do fascismo*, vous verrez que, parmi les théoriciens de l'époque, je considère que ce sont Franz Neumann et Trotsky qui sont allés le plus loin dans la compréhension du phénomène fasciste. Neumann s'est limité à l'analyse du national-socialisme allemand, alors que Trotsky a analysé le fascisme de manière globale. Même si je ne suis pas d'accord avec certains aspects de son analyse, je la trouve non seulement intéressante mais, en fait, indispensable.

[...] Les marxistes – pas Marx, mais les marxistes – ont un grave problème: ils cessent d'utiliser les contradictions et la perspective historique, ils cessent d'utiliser la dialectique lorsqu'ils ont affaire à Marx, ou à tout autre personnage de leur dévotion. Dans *Labirintos do fascismo*, je me montre très critique à l'égard de Trotsky en ce qui concerne l'orientation économique qu'il a défendue après Octobre 1917 et pendant la guerre civile, et je critique également les contorsions et déformations qu'il a opérées au fil du temps sur sa thèse initiale de la révolution permanente. Mais j'apprécie beaucoup ses analyses du fascisme. Je considère que, à cette époque, parmi les marxistes, personne ne comprenait aussi bien le fascisme que Trotsky.

²² *Nos tâches politiques* ([1904], Belfond 1970) est disponible sur le site marxists.org. Quant au *Rapport de la délégation sibérienne* (1903), il a été édité par Spartacus, en 1970 (NdT).